

ANNE-MARIE LE GLOANNEC

*L'Allemagne :  
reconstruction d'une Nation*

La réunification de l'Allemagne ne fut pas le produit de négociations entre Etats — comme on l'avait cru notamment dans l'immédiat après-guerre. Il n'y eut donc pas, à proprement parler, réunification, mais accession d'un Etat à un autre — *Anschluss* — qui, dans une acception originale signifie raccordement et ne prend le sens d'annexion que dans un contexte historique précis. Un Etat, l'est-allemand, disparut, en déroute politique, économique et morale. L'unité se fit donc par nécessité économique et politique, sans toutefois unifier sur le champ sociétés et économies allemandes. En ce sens, l'unité politique s'est faite le 3 octobre, mais l'unification économique, sociale, intellectuelle... ne fait que commencer. L'Etat national s'est constitué mais la Nation existe-t-elle encore ?

*Au nom de la Nation : deux Etats*

Lorsqu'ils se constituèrent, chacun des deux Etats allemands revendiqua pour soi la Nation. La République fédérale se prétendit non l'héritière mais l'incarnation juridique et politique du Reich qui, sera-t-il dit, n'a jamais cessé d'exister. En postulant l'identité de la République fédérale au Reich, elle niait l'existence juridique, voire politique de l'autre Etat allemand. Au demeurant, le Gouvernement de celui-ci n'était pas légitime. Se fondant sur ces principes juridique et politique, la République fédérale se comprit, dès sa fondation, comme seule habilitée à parler au nom du peuple allemand, en en faisant à la fois un droit et un devoir. Son nom d'ailleurs trahissait cette conception, République fédérale d'Allemagne

(Bundesrepublik Deutschland), dont on pouvait penser qu'elle était une fédération destinée à englober un jour la RDA ou plus exactement qu'elle se dissoudrait dans une grande Allemagne. Sa constitution, la loi fondamentale, qui faisait explicitement de l'unité un objectif, était, à ce titre, provisoire, en l'attente que l'Etat unitaire se dote d'une nouvelle Constitution.

Parallèlement, voire symétriquement, l'Etat est-allemand qui se constitua se voulut, lui aussi, pan-allemand et provisoire. Bien que les dirigeants est-allemands postulassent la disparition du Reich, qui aurait sombré au plus tard avec la constitution des deux Etats allemands, ils n'en revendiquaient pas moins dans les premières décennies la même Allemagne que les dirigeants ouest-allemands, s'assignant pour objectif de « recouvrer les territoires occidentaux qui se sont détachés de l'Est »<sup>1</sup>. Plus exactement, ils revendiquaient la même Allemagne géographique, du Rhin à l'Oder, car, sur le plan sociopolitique, ils se réclamaient de l'Allemagne des forces progressistes, antifascistes, antimilitaristes et anticapitalistes, en somme de cette « bonne Allemagne » mythique qui traverse l'histoire allemande.

L'ambiguïté des deux constructions étatiques, l'une et l'autre se réclamant tout à la fois du passé et se détournant de lui, aussi bien que la force des faits, à mesure que la réunification reculait dans un avenir lointain, minaient cependant la crédibilité et la vigueur de la référence nationale. En effet, alors même que l'un et l'autre Etat se constituaient au nom de l'Allemagne tout entière, invoquant donc une certaine permanence nationale, ils se détournaient du passé, du passé nazi — et donc du présent totalitaire —, dans le cas de la République fédérale, et du passé fasciste — donc du présent impérialiste —, dans le cas de la République démocratique<sup>2</sup>.

L'ouverture intellectuelle et politique à l'Occident, la démocratisation et l'ancrage dans les communautés européenne et atlantique, cette double aventure et les fruits qu'elle promettait, reléguèrent l'impératif national à l'arrière-plan — comme en retour d'ailleurs, la référence au passé et à l'avenir national en gommait en partie le caractère exceptionnel. Adenauer au demeurant préférait un Etat croupion occidental, rhénan et catholique, à une

1. Cf. Wilhelm Pieck, Rede nach seiner Wahl zum Präsidenten der DDR am 11. Oktober 1949, in Günter Albrecht (ed.), *Dokumente zur Aussenpolitik der Regierung der DDR*, Berlin (E), Deutscher Zentralverlag, 1959, vol. 1, p. 16.

2. Cf. Alfred Grosser écrit que la République fédérale est née d'une « double négation : celle du passé hitlérien et celle du présent communiste », in *L'Allemagne de notre temps, 1945-1978*, Paris, Fayard, 1978, p. 164.

Allemagne réunifiée dont il ne savait pas si, pratiquant une politique d'équilibre entre l'Est et l'Ouest, elle ne serait pas tentée, comme l'Allemagne de Weimar, par des démons antilibéraux. Centaure mi-ancien, mi-nouveau, l'Etat ouest-allemand balançait entre continuité et révolution sans concilier l'une et l'autre.

Malgré ces ambiguïtés et malgré l'aporie, les Allemands de l'Ouest n'en choisirent pas moins l'ouverture à l'Occident, de préférence à l'unité nationale. Alors que l'unité allemande allait, pour ainsi dire, de soi, il ne se trouva personne pour en payer le prix, qui aurait signifié l'abandon d'une construction occidentale au profit d'une Allemagne réunifiée et communiste. Les tenants de l'unité « avant toute chose » n'étaient qu'une poignée. Les forces nationales n'avaient pas disparu, mais diffuses et sans objet puisque la réunification s'avérait impossible, elles servirent d'autres principes que le principe national : la conscience nationale dont frémissaient encore, à droite comme à gauche, les partisans de l'unité avant toute chose, ou encore ceux d'une Allemagne neutre ou les tenants de l'intégration à l'ouest de la petite Allemagne, trouva une cause dans le réarmement de la République fédérale. Qu'on voulût ou non l'unité, tôt ou tard, au fil des années quarante et cinquante, les uns et les autres se rallièrent à l'évidence : en l'absence d'unification aux conditions occidentales, l'Etat fédéral resterait ouest-allemand.

Comme la République fédérale, mais de façon différente, la RDA se prétendit à la fois ancienne et nouvelle, héritière de l'Allemagne ou, plus exactement, de la « bonne Allemagne », mais aussi révolutionnaire, colonie libérée, pour ainsi dire nouvelle Amérique. L'un et l'autre principe, tradition d'un côté, révolution de l'autre, qui devaient légitimer la construction étatique, sociale et politique, se contredisaient — comme en République fédérale se contredisaient filiation nationale et ouverture à l'Occident. Toute société ouverte admet cependant les contradictions : elle en vit. Fermée, illégitime, la RDA n'admit pas la contradiction. C'est pourquoi, après que la fragilité de la construction est-allemande était apparue en 1953, liée aux incertitudes de la politique soviétique envers l'Allemagne et aux difficultés du régime est-allemand pour s'imposer, le SED se rallia, derrière le PCUS, à la « théorie des deux Etats ».

Désormais, la construction du socialisme dans une seule moitié du pays devait primer ; la réunification de l'Allemagne sous la bannière socialiste n'interviendrait qu'ensuite. Pour reconstruire l'unité allemande, il fallait que la classe ouvrière s'unît du Rhin à l'Oder et que le socialisme triomphât. En attendant, les deux Etats pouvaient tout au plus établir l'un avec l'autre des relations

contractuelles et constituer une confédération, ce qui supposait que la République fédérale reconnaisse la RDA. En somme, celle-ci se reconnaissait elle-même en tant qu'Etat définitif et non plus provisoire ; elle rompait ainsi un peu plus avec le passé alors que l'Etat provisoire ouest-allemand s'y référait. Après la construction du Mur, en 1961, qui coupait les liens physiques entre Allemands des deux Allemagnes, les dirigeants est-allemands s'efforcèrent de sevrer toute attache intellectuelle. Dans les années soixante, apparut la notion de nation socialiste que consacra la nouvelle Constitution en 1974. Le mot « allemand » en disparut, comme il disparut d'appellations ou de sigles qui avaient jusqu'alors rappelé l'existence de la nation allemande et donc celle d'une communauté inter-allemande.

### *La plus conservatrice des deux...*

Toutefois, alors qu'en principe la République fédérale, « incarnation du Reich », était la plus conservatrice et la RDA « révolutionnaire » la plus novatrice, la réalité sociale et politique des deux Allemagnes fut exactement l'inverse de cette rhétorique légitimatrice. La RDA préserva le fait national, de façon ambiguë, voire paradoxale. D'une part, elle se referma — au sens propre — sur elle-même et sur le fait national pour rompre les liens avec l'autre Allemagne et résoudre, par la force, la question nationale. Si le Mur contraignit les Allemands de l'Est à s'accommoder du régime qui, à partir des années soixante, rallia un peu plus les voix, ceux-ci n'en continuaient pas moins de jauger leur vie, matérielle et civique, à l'aune de la République fédérale. Mesure d'enfermement, le Mur était tout autant symbole de la vivacité de la question nationale à laquelle les autorités ne pouvaient opposer que la force.

Aussi bien, en se fermant, la République démocratique se repliait sur des structures prémodernes, le rythme de l'industrialisation et de la reconstruction, moins rapide qu'à l'Ouest, aidant. Mieux : elle les accentuait, consolidant par exemple une certaine homogénéité ethnique et sociale, puisque le Mur se refermait sur ces Allemands qui n'avaient pas quitté la RDA, c'est-à-dire en général des ouvriers et des membres des classes moyennes. Enfin, en enfermant les Allemands de l'Est, en leur interdisant pratiquement tout contact extérieur, les dirigeants au pouvoir à Berlin-Est orientèrent le regard et l'esprit de leurs gouvernés vers la seule société à laquelle ils pussent avoir accès, par le biais de la télévision ou des voyages, celle de République fédérale. Prétendant faire de la RDA un pays indépendant, autonome, ils en firent un pays dépendant. Prétendant

sevrer les relations avec l'autre Allemagne, ils les entretinrent. Tel est l'extraordinaire paradoxe du Mur.

D'autre part, dès le lendemain de la guerre, par conviction autant que par nécessité, les dirigeants communistes eurent des accents nationaux, certes pour corriger leur alliance passée et présente avec les Soviétiques, mais aussi parce qu'ils avaient lutté contre le « fascisme », au nom de la nation. Les Allemands de l'Est se sentirent, à cet égard, plus rapidement absous que ceux de l'Ouest, d'autant qu'ils dirent avoir chèrement payé la guerre, plus chèrement que les Allemands de l'Ouest, riches et libres. Très tôt, les notions de *Heimat* (pays), de *Vaterland* (patrie) ou de *Patriotismus* (patriotisme) firent fortune. Très tôt, la RDA se dota d'attributs étatiques, qualifiés de nationaux, par exemple la fête nationale commémorant la fondation de l'Etat, le 7 octobre, ou l'hymne national glorifiant l'unité allemande et dont, dès l'aube des années soixante-dix, les paroles seront censurées.

Alors que la RDA se refermait sur le fait national, la République fédérale s'en libérait. Théoriquement la plus conservatrice des deux Allemagnes, elle était en fait la plus révolutionnaire, modernisée, reconstruite, s'ouvrant à l'Occident et à ses valeurs, à la prospérité individuelle et à la libéralisation de l'économie, à l'individualisme culturel et social, bref à la démocratie. Tournée vers la modernité, vers l'ouest, la société ouest-allemande s'éloigna du passé et de la République démocratique alors même que ses élites postulaient l'identité de la République fédérale et du Reich et revendiquaient la réunification de l'Allemagne. L'Etat ouest-allemand, au demeurant, était, d'une certaine façon, absent. Sa construction était une construction d'échec, Etat sans fête fondatrice. Certes, l'histoire allemande est riche de querelles fratricides opposant partisans et détracteurs de fêtes nationales, sans cesse instaurées, sans cesse abolies et modifiées, marques de désunion plus que d'unité nationale. Commémorations de l'Empire d'avant ou d'après Bismarck, commémorations de la République de Weimar ou de l'Allemagne nazie, elles avaient été néanmoins célébrations : glorifiant des victoires (celle de Sedan, par exemple) ou l'adoption de Constitutions (celle de Weimar), elles fondaient un empire, un Etat... La constitution de la République fédérale s'inscrit au contraire en creux. La commémoration du 17 juin 1953 où les ouvriers est-allemands se révoltèrent contre le régime tint lieu, dès 1954, de fête... on allait dire « nationale » : mais, dans une nation divisée, l'Etat provisoire ne se donna pas, en bonne logique, de fête nationale. Le 17 juin n'était que promesse, espoir futur.

Pour avoir été conçue comme provisoire, la République fédérale n'en était pas moins Etat et à ce titre dotée des attributs symboliques du drapeau noir, rouge et or, rappel des luttes libérales du XIX<sup>e</sup> siècle, et du *Deutschlandlied*, composé au siècle passé, accaparé par les nazis et dont la Seconde République mit entre parenthèses les deux premières strophes *Deutschland, Deutschland über alles...* Adoptés sans encombre, alors que drapeaux et hymnes avaient, au siècle passé et jusqu'au début de ce siècle, divisé la nation, ils se faisaient cependant les discrets symboles d'une République fédérale ouverte à la démocratie plus qu'au fait national.

Ainsi se constituèrent peu à peu deux Etats dont aucun ne pouvait prétendre représenter seul la Nation alors que dans chacune des Allemagnes deux types d'hommes nouveaux apparurent : l'un, démocrate, moderne, cosmopolite, tourné vers l'Occident et ses valeurs ; l'autre, enfermé, protégé, réprimé par l'Etat paternaliste. Alors que dès 1961, le Mur interdit les contacts entre les deux Allemagnes, celles-ci s'ignoraient de plus en plus à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix. Dès lors, le Gouvernement de République fédérale, social-démocrate et libéral, au pouvoir à partir de 1969, voulut établir des relations quasi diplomatiques avec l'autre Etat allemand pour que celui-ci autorise les voyages et contacts et que se reconstitue ainsi le tissu national. Rapprocher les familles pour revivifier la nation : tel était le pari de Brandt, qui s'avéra juste dans la mesure où, avec la multiplication des voyages, le sentiment d'appartenance nationale cessa de s'effriter.

### *De la quête d'identité à la révolution nationale*

En établissant des relations entre les deux Etats allemands, le traité de 1972 eut cependant pour conséquence non seulement le rapprochement des Allemands et des Allemagnes et la conservation du tissu national mais encore la redéfinition des relations de chaque Etat avec la Nation. Puisque chaque Etat reconnaissait désormais l'autre, aucun ne pouvait prétendre représenter seul la Nation. Autant chacun s'était jusqu'alors opposé à l'autre, réclamant pour soi la Nation, autant il lui fallait désormais redéfinir ses relations avec la Nation comme il redéfinissait ses relations avec l'autre Etat. De même qu'à l'opposition idéologique entre les deux Etats se substitua une coexistence n'excluant pas la compétition, à la filiation nationale au nom de la légitimité se substitua une redéfinition de l'identité nationale.

De façon à la fois parallèle et différente, se dessina, à l'Ouest et à l'Est, un double mouvement : une quête d'identité, diffuse, confuse, plus vivace et plus ouverte dans la société ouest-allemande que dans l'est-allemande, parce que plus diverse, à laquelle historiens et hommes politiques tentèrent de répondre, en voulant, à l'Est plus qu'à l'Ouest, ordonner le passé, dans le double sens du terme ordonner, c'est-à-dire y mettre de l'ordre et imposer cet ordre. Dès le début des années soixante-dix, se ranima en République fédérale un intérêt populaire pour le passé allemand — comme d'ailleurs dans d'autres pays européens —, tandis qu'en RDA, certaines revues laissaient entendre que les Allemands de l'Est, eux aussi, s'interrogeaient : « Qui sommes-nous, nous Allemands de RDA, d'où venons-nous, où allons-nous ? »<sup>3</sup>

En réponse, les dirigeants, en RDA, voulurent que les historiens se réapproprient tout le passé allemand qu'ils avaient jusqu'alors ignoré de façon sélective — les critères de sélection variant d'ailleurs selon les impératifs de légitimation idéologique — et, en République fédérale, les conservateurs au gouvernement souhaitèrent que « les jeunes citoyens de notre pays puissent plus ou moins sentir d'où nous venons, qui nous sommes, nous Allemands, quelle est notre place et où nous allons ». C'est dans ce contexte politique que s'inscrivit la fameuse « querelle des historiens », querelle trop violente pour ne pas être politique. De façon fort différente, quelques historiens conservateurs prétendirent banaliser le national-socialisme pour tracer une continuité historique qui puisse fonder une identité allemande.

La banalisation du national-socialisme et de son insertion dans l'histoire allemande ne peut que remettre en question les fondements de la République fédérale : dans la mesure où celle-ci s'est constituée en rupture avec le passé, toute modification du passé, toute réinterprétation instaurant une continuité entre l'avant et l'après-guerre annule ou du moins affaiblit l'ouverture philosophique et politique de la République fédérale au monde occidental. Bien que cette querelle ait contribué à clarifier les enjeux, conduisant la classe politique à reconnaître explicitement les dangers d'un révisionnisme et à condamner plus fermement que jamais la tentation d'un nouveau Sonderweg<sup>4</sup>, on en était en quelque sorte là lorsque

3. Cf. Helmut Hanke et Thomas Koch, *Zum Problem der kulturellen Identität*, in *Weimarer Beitrage*, n° 8, 1985, p. 1237-1264.

4. Cette notion se réfère à la voie particulière que suivit l'Allemagne de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à 1945 : celle d'un autoritarisme qui ouvrit la porte au totalitarisme dont la conséquence fut l'anéantissement de l'ordre européen.

survinrent les révolutions de l'automne 1989 qui conduisirent à l'unification de l'Allemagne.

La révolution allemande de l'automne fut, pour ainsi dire, double. Ce fut d'abord une révolution est-allemande dont les acteurs eurent pour objectif, comme ailleurs en Europe centrale et orientale, de se constituer en société et de s'approprier le pouvoir. Lorsque, avec l'ouverture des frontières, une majorité d'Allemands de l'Est décida de s'approprier purement et simplement la République fédérale, elle devint révolution allemande. Dans un premier temps donc, les Allemands de l'Est se constituèrent en société, premier acte constitutif d'une population qui n'avait pas eu jusqu'alors d'existence civile : tout au plus cette communauté — *Gemeinschaft*, et par opposition à *Gesellschaft*, pour reprendre les catégories du sociologue allemand Ferdinand Tönnies — ou société de « niches » — *Nischengesellschaft*, formée de niches ou de poches privées, selon le mot du premier représentant permanent de République fédérale en RDA, Günter Gaus — avait-elle eu des porte-parole. Une partie d'entre eux crut un moment à une troisième voie, entre capitalisme et socialisme, autre Etat sur le sol allemand, nouvelle Autriche en quelque sorte. Selon un sondage paru en novembre 1989 dans l'hebdomadaire ouest-allemand *Quick*, 67 % des Allemands de l'Est se prononçaient en faveur d'un socialisme à visage humain alors que 33 % seulement prônaient l'adoption du modèle économique et social ouest-allemand. Selon les données de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 25 % souhaitaient un système socialiste assorti de réformes, 32 % un système mixte et 41 % le passage à l'économie de marché<sup>5</sup>.

La révolution allait toutefois changer de visage. Le 9 novembre 1989, le SED fit ouvrir les frontières. Il s'ensuivit quelques folles journées et quelques nuits où plusieurs millions d'Allemands de l'Est allèrent de l'autre côté du Mur ou de la démarcation, souvent pour la première fois de leur vie. Ils comprirent alors qu'il n'y avait pas d'alternative à la République fédérale et que, quarante ans durant, ils avaient été grugés par le régime, par l'Histoire et par la division de l'Allemagne. Ils voulurent donc rattraper le passé et s'approprier le présent, économique et politique, de la République fédérale. « On veut rattraper ce qui, pendant quatre décennies, a divisé la partie occidentale de l'Allemagne de l'orientale — un développement politique plus heureux et un développement écono-

5. *Quick*, n° 47. 16 novembre 1989 et *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 novembre 1989.



mique plus assuré de succès », écrivit Jürgen Habermas dans la *Révolution-rattrapage*<sup>6</sup>. Ils appelèrent donc à l'unité. Peu après le 9 novembre se firent entendre les premiers appels à l'unité. Dans les rues de Leipzig, lors des manifestations du lundi, le slogan *Wir sind ein Volk* (Nous ne faisons qu'un peuple) se substitua au *Wir sind das Volk* (Le peuple, c'est nous). Les drapeaux remplacèrent les bougies. La révolution est-allemande se muait en révolution allemande. A la révolution libératrice succédait la révolution nationale.

Mais s'agit-il bien d'une révolution nationale ? N'était-ce qu'une révolution nationale ? Et que veut dire « national » ? D'un côté, certains intellectuels des deux Allemagnes, de gauche et non de droite, déplorèrent que les Allemands de l'Est aient choisi les bananes et le Deutsche Mark — symboles de la consommation. D'autres encore, à gauche et non à droite, ouest-allemands et non est-allemands, se réjouirent qu'ils aient justement choisi l'Ouest au nom des bananes et du Deutsche Mark et non en celui de la Nation : « Bien sûr, les drapeaux noir, rouge et or dans les rues de Leipzig sont une preuve éloquente. Mais je présume et j'espère que ceux qui appellent à l'unité ont à cœur le Deutsche Mark plus que la nation. »<sup>7</sup> Aux uns et aux autres, des voix, à droite plus qu'à gauche, répondirent en évoquant le bonheur du peuple réunifié, une expression qu'employèrent par exemple aussi bien le chancelier Kohl que Walter Momper, le maire social-démocrate de Berlin, ou encore l'écrivain Martin Walser<sup>8</sup>. Ceux qui se retrouvèrent sur le Mur le 9 novembre et les jours suivants ne cachèrent d'ailleurs pas leur joie.

Pourtant ceux de l'Est qui, dans les jours suivants, appelèrent à l'unité ne comprirent-ils pas simplement que s'arrimer à la République fédérale était le plus sûr moyen de s'en approprier le bien-être matériel et immatériel ? L'unité n'était-elle pas le plus court et le plus sûr chemin au capitalisme et à la démocratie ? Les opposants de la première heure qui, depuis le milieu des années quatre-vingt, avaient manifesté en faveur de la démocratie et du respect des droits de l'homme, n'avaient qu'une vision confuse de l'avenir. S'ils prônaient une troisième voie — et avec eux, on l'a dit, une bonne partie de l'opinion publique avant l'ouverture des frontières —, leur programme s'avérait tant confus que ténu, propositions tout

6. Jürgen Habermas, *Nachholende Revolution und linker Revisionsbedarf. Was heisst Sozialismus, heute ?* in du même auteur, *Die Nachholende Revolution*, Frankfurt a/Main, Suhrkamp, 1990, p. 181.

7. Ulrich Greiner, *Das Phantom der Nation*, *Die Zeit*, n° 12, 16 mars 1990.

8. Cf. par exemple de Martin Walser, 11. November 1989, in *Ueber Deutschland reden*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 1989, p. 115.

au plus, qui trahissaient la volonté d'opérer un divorce entre libertés politiques et libertés économiques. Avec l'ouverture des frontières s'offrit aux Allemands de l'Est le spectacle d'une autre Allemagne à laquelle il paraissait superflu de vouloir, une fois de plus, opposer une alternative, fût-elle démocratique mais dont le résultat ne pouvait être assuré à l'avance. Très vite, une majorité refusa de servir, une fois encore, de cobayes à l'Histoire. L'unité, l'unification nationale fut en somme instrument ou, pour reprendre l'expression de Claus Offe, moyen « tactique » pour obtenir « l'aide économique, si pressamment nécessaire, de la République fédérale. »<sup>9</sup>

Manfred Stolpe, président du Consistoire de Berlin-Brandebourg et ministre-président du Brandebourg depuis les élections régionales d'octobre 1989, eut cependant raison de souligner que les Allemands de l'Est n'avaient pas seulement réclamé l'unité au nom du Deutsche Mark mais aussi par raison nationale. Au-delà des émotions, au-delà des affinités découvertes ou retrouvées une fois les frontières ouvertes, l'absence de modernité et de démocratie qui avait conservé des structures passées, l'absence de libéralisme économique et politique qui avait entretenu une incessante comparaison avec l'Allemagne occidentale, le Mur enfin qui avait accentué la dépendance envers la société ouest-allemande démontraient, s'il en était besoin, l'imbrication de la question nationale et de celle du régime. Le régime entretint la question nationale. Le régime abattu, celle-ci se posa. C'est ce qu'Otto Reinhold, président de l'Académie des Sciences avant l'unification, et Bärbel Bohley, militante pacifiste et démocrate et cofondatrice du Nouveau Forum, deux personnages différents s'il en est, aux antipodes du spectre politique, annonceront ou énonceront chacun à leur manière. Pour Otto Reinhold, il ne pouvait exister de RDA sans socialisme. Pour Bärbel Bohley, il ne pouvait y avoir de RDA sans mur — ou, plus exactement, elle déplora que les frontières s'ouvrent avant qu'une République véritablement démocratique n'ait pu se consolider.

### *Affaire d'argent ou de sentiments ?*

Si toute une génération d'intellectuels eut pour les Allemands de l'Est des mots parfois très durs, sans toujours comprendre les ressorts de la question nationale, c'est qu'ils s'étaient forgé une

9. Claus Offe, Vom taktischen Gebrauchswert nationaler Gefühle, *Die Zeit*, n° 51, 14 décembre 1990.

identité ouest-allemande<sup>10</sup>. Alors que la République fédérale s'était constituée en Etat provisoire, alors que la démocratie lui avait été en quelque sorte imposée d'en haut, par les Alliés et par le Chancelier, alors qu'enfin les intellectuels des années quarante et cinquante avaient pleuré la Nation sans accepter l'Etat qui se construisait sans eux, ne lui dispensant que critiques et, plus tard, une parcimonieuse loyauté, quarante ans plus tard, les intellectuels et, d'une façon générale, les générations qui grandirent avec la République, découvrirent qu'ils s'étaient attachés à elle au moment même où elle se transformait. Point n'est besoin d'ironiser, comme s'y plaisent certains de leurs détracteurs en République fédérale car, en confessant leur attachement à la RFA, ces intellectuels proclament par là même leur attachement à la démocratie — même si certains entretiennent la nostalgie d'une autre Allemagne, d'une troisième Allemagne que la RDA aurait pu devenir. L'unification leur parut, à cet égard, de mauvais augure : parce que la venue de dix-sept millions d'Allemands de l'Est peu ou pas habitués à la démocratie pourrait bouleverser les fondements de la culture politique, voire du jeu politique et parce qu'aussi la République fédérale gagne en puissance, menaçant peut-être l'équilibre européen.

Il est vraisemblable, en effet, que la culture politique de la République fédérale sera transformée. La partition et une socialisation différente, à l'Ouest et à l'Est, ont différemment marqué les Allemands des deux Allemagnes. Ils n'ont donc pas les mêmes valeurs ni les mêmes comportements. Selon de récentes analyses, ceux de l'Est craignent la criminalité, la drogue et le terrorisme plus que ceux de l'Ouest et, moins qu'eux, ils redoutent un Etat autoritaire. Plus que ceux de l'Ouest, ils sont fiers d'être Allemands. Plus que ceux de l'Ouest aussi, les jeunes Allemands de l'Est trahissent des sentiments xénophobes<sup>11</sup>.

Pourtant, ces Allemands-là vont changer, ils changeront même plus rapidement que leurs aînés de l'Ouest dans les années cinquante puisque l'ouverture et la confrontation à l'Ouest se sont faites d'un coup ; et ils changeront d'autant plus rapidement que les conditions de vie s'uniformiseront de part et d'autre de l'Elbe,

10. Cf. sur ce point, par exemple, la critique de Brigitte Seebacher-Brandt, 'Abschied von den Eltern. Zur Abwahl einer Generation, in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 12 décembre 1990, où l'auteur critique avec peu de sympathie ses amis de gauche, les accusant d'entretenir simplement la nostalgie d'une autre Allemagne.

11. Un jeune Allemand sur quatre selon une étude de l'Institut für Jugendforschung de Leipzig. Cf. également *Deutschland 2000. Der Staat, den wir uns wünschen*, in *Süddeutsche Zeitung Magazin*, n° 1, 4 janvier 1991, p. 8-15.

un peu comme leurs aînés des années cinquante apprirent la démocratie avec le miracle économique. Parfois, ceux de l'Est s'avèrent plus ouverts que ceux de l'Ouest : ils se passionnent plus qu'eux pour l'Europe ou pour la technologie, toutes choses dont ils furent longtemps privés. Il n'en demeure pas moins qu'à la longue, d'autres changements, plus subtils, travailleront la société allemande — démocratique, elle sera plus protestante, plus orientale — sans qu'on sache vraiment quelles en seront les conséquences.

Si nombre d'intellectuels désavouèrent l'unité, c'est qu'ils y virent aussi un instrument de pouvoir. En somme, pour reprendre la formule de Claus Offe, l'unité n'était pas seulement instrument tactique aux mains des Allemands de l'Est, elle l'était aussi aux mains de ceux de l'Ouest ou, plus exactement, du Gouvernement fédéral. Certains condamnèrent le processus d'unification comme *Anschluss* pur et simple. La plupart se firent, en tout cas, les avocats d'une confédération. C'était oublier que les faits sont têtus. Par-delà la volonté politique des Allemands de l'Est, la décomposition du tissu économique, social et politique de la RDA contraignit la République fédérale à se charger purement et simplement de l'Etat en déroute. Alors que le 28 novembre 1989, le chancelier Kohl avait proposé d'établir des structures confédérales, il offrit, au début du mois de février 1990, d'introduire le Deutsche Mark en RDA. Entre-temps, les atermoiements du Gouvernement non élu d'Hans Modrow qui, du socialisme démocratique, se convertit lentement à un socialisme de marché, précipita l'immigration vers la République fédérale.

Ceux qui prônaient une confédération en lieu et place d'un Etat unitaire recoururent parfois à de curieux arguments. Günter Grass, par exemple, argue qu'une trop grande Allemagne pourrait renouveler les erreurs et les errements de l'histoire allemande. Imputer ceux-ci à la géopolitique, n'est-ce pas toutefois commettre les mêmes erreurs que ceux des conservateurs qui se distinguèrent malheureusement au cours de la querelle des historiens — bien qu'au demeurant, Grass ne puisse être suspecté d'inclinaisons anti-libérales ? Günter Grass et ses amis n'ont cependant pas tout à fait tort de s'inquiéter d'errements possibles. Certes, il n'en demeure pas moins qu'avec l'unification, certaines évolutions se dessinent ou se précisent, qui, si on n'y prête garde, pourraient embarrasser les démocrates. C'est ainsi que, par le biais est-allemand, le mot *Volk* réinvestit le vocabulaire allemand. Pour avoir servi d'instrument au régime nazi, ce mot à forte connotation ethnique, raciale, voire raciste, avait été en partie effacé du vocabulaire politique en République fédérale, sans disparaître toutefois de la réalité poli-

tique. La législation fédérale n'accorde-t-elle pas la nationalité allemande selon des critères ethniques plus que républicains ?<sup>12</sup>. Le mot de *Volk*, en revanche, n'avait jamais disparu du discours national des dirigeants est-allemands, traduisant au demeurant une réalité, celle de cette population qui n'était pas une société : celle-ci n'eut d'autre mot lorsqu'elle se constitua en société. *Wir sind das Volk* signifiait « le pouvoir, c'est nous ». Les Allemands de l'Est donnaient ainsi au mot ses lettres de noblesse et en transformant la formule en *Wir sind ein Volk*, ils l'octroyèrent aux Allemands de l'Ouest. La raison républicaine, voire la raison tout court exigeraient un retour à la prudence dans l'emploi du mot *Volk* et, bien entendu, une révision de la législation en matière de nationalité<sup>13</sup>.

La querelle qui, depuis la chute du Mur, oppose partisans et détracteurs de l'unité nationale traduit la vivacité du débat démocratique en République fédérale. Elle n'en est pas moins parfois étonnamment violente, cristallisant les fronts. A cet égard, elle n'est pas sans rappeler la querelle des historiens : dans la forme, par la violence du ton et le manque de mesure et, sur le fond, par la dichotomie entre d'un côté la référence nationale et la continuité historique et, de l'autre, la référence républicaine, l'identité occidentale. Tout se passe un peu comme si, une fois de plus en Allemagne, fait national et fait républicain se heurtaient sans pouvoir s'allier, comme le rappelle d'ailleurs Jürgen Habermas dans un récent ouvrage<sup>14</sup>. Depuis quarante ans pourtant, la République fédérale a témoigné d'une exceptionnelle solidité démocratique malgré les querelles intellectuelles — ou plus exactement à cause d'elles. Il lui faudra relever le double défi d'unifier les Allemagnes et d'unir fait national et raison républicaine, redéfinir en somme son identité, mise en question par l'unification, tout en s'ancrant, comme par le passé, dans le monde occidental.

12. Pour une excellente critique, cf. Dieter Oberndoerfer, *Der Nationalstaat — ein Hindernis für das dauerhafte Zusammenleben mit ethnischen Minderheiten ?*, in *Zeitschrift für Ausländerrecht und Ausländerpolitik*, 9<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 1, 10 février 1989, p. 3-12.

13. Dans un domaine différent mais connexe, celui de l'immigration, les hommes politiques avouent leur embarras. Ainsi on aimerait imposer des quotas à l'immigration (d'étrangers qui ne sont pas d'origine allemande puisque ceux d'origine allemande sont considérés comme Allemands). Après les protestations de la communauté juive, le ministre-président de Hesse, Gerhard Schröder, a proposé qu'on traite les Juifs comme des Allemands, en raison des liens passés. Décidément, le ridicule ne tue pas ! Rappelons néanmoins que la législation allemande en matière d'immigration a été jusqu'à présent fort libérale et que la loi sur la nationalité a récemment été modifiée dans un sens plus libéral.

14. Jürgen Habermas, *Nochmals : Zur Identität der Deutschen. Ein einzig Volk von aufgebrachtten Wirtschaftsbürgern ?* in *Die Nachholence Revolution*, op. cit., p. 215.

RÉSUMÉ. — *Lorsqu'ils se constituèrent, chacun des deux Etats revendiqua la Nation : la partition de l'Allemagne se fit donc au nom de l'unité nationale. En se reconnaissant l'un l'autre, les deux Etats durent revoir leurs mythes fondateurs et redéfinir leurs relations avec la Nation. L'unification de l'Allemagne remet une fois de plus en question les relations entre Etat et Nation : bien qu'elle demeure fondée sur les mêmes principes qui prévalurent à sa constitution en 1949, la République fédérale changera nécessairement.*